Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-904** **11/12/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures : 13 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de direction des ressources humaines (catégorie A+) (H/F) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 31 décembre 2018.

- 1 poste de chef(fe) du service agricole, développement rural et de la pêche (catégorie A) (H/F) ASP - DR Cayenne (Guyane).
Date limite de candidature : 20 janvier 2019.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chargé de mission pêches maritimes professionnelles et récréatives (catégorie A) (H/F) à Argelès-sur-Mer (66).
Date limite de candidature : 31 décembre 2018.

- 1 poste de chargé de mission espèces, habitats et écosystèmes marins (catégorie A) (H/F) à Argelès-sur-Mer (66).
Date limite de candidature : 07 janvier 2019.

- 1 poste de chargé de mission partenariats et marchés (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 12 janvier 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste d'Ingénieur(e) spécialiste « Avifaune Exotique Envahissante » - CDD (F/H) – (Catégorie A) à Nantes (44).
Date limite de candidature : 28 décembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission « rédaction PNA lynx » - CDD (F/H) – (Catégorie A) àDijon (21).
Date limite de candidature : 17 décembre 2018.

- 1 poste d'assistant(e) du délégué interrégional (F/H) (Catégorie B) à Orléans (45).
Date limite de candidature : 07 janvier 2019.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » :

- 1 poste de chargé(e) de mission « projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires et appui à l'ENSV, centre collaborateur de l'OIE » (Catégorie A)(H/F) à Paris (75) ou Marcy l'Etoile (69).
Date limite de candidature : 31 janvier 2019.

- 1 poste de chargé(e) de mission « projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires » (Catégorie A)(H/F) à Marcy l'Etoile (69)
Date limite de candidature : 31 janvier 2019.

Parc Nationale des Calanques :

- 1 poste de chargé (e) de mission en police judiciaire – contrôles terre mer (Catégorie A ou B)(H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 25 janvier 2019.

Parc national de Port-Cros :

- 1 poste d'assistant (e) de direction (catégorie B) (H/F) à Hyères 83.
Date limite de candidature : 31 janvier 2019.

L'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique :

- 1 poste de directeur(trice) adjoint(e) (catégorie A/A+) (H/F) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 31 janvier 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)
Siège - 2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

Direction des ressources humaines

Directeur (trice)

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 18623

Catégorie : A+</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Cotation RIFSEEP : 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministères en charge de l'Agriculture et du Travail. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques d'aides européennes, nationales et locales, et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, du contrôle, du paiement et du recouvrement. Son siège est localisé sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et son réseau est composé de 17 directions régionales implantées en métropole et en outre-mer. L'ASP compte de l'ordre de 2500 agents, assure le paiement annuel de 18 milliards d'euros d'aides publiques et son budget propre est de l'ordre de 250 millions d'euros.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Placé(e) sous l'autorité de la Secrétaire générale, le ou la responsable de la DRH :

- définit la stratégie de ressources humaines, puis, après validation par la direction générale, en assure sa mise en œuvre ;

- conduit le dialogue social ;

- met en œuvre la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;

- s'assure du suivi des emplois, des carrières, et de la gestion administrative des agents.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Ses principales missions comprennent :
- la conception de la politique RH de l'établissement, en cohérence avec les objectifs du contrat d'objectif et de performance et le plan stratégique de l'établissement et sa mise en œuvre, avec l'ensemble des directions ;
- l'animation, le bon fonctionnement de sa direction composée de 5 services comportant un effectif total d'environ 50 agents dont un adjoint ;
- la représentation de l'établissement à l'occasion des réunions avec les tutelles et auprès des instances statutaires ;
- la maintenance fonctionnelle de l'application de gestion.

Il ou elle est responsable de :
- l'organisation de la gestion des ressources humaines : gestion prévisionnelle des effectifs, pilotage de la masse salariale et détermination des politiques indemnitaires ;
- l'organisation du dialogue social ;
- la mise en œuvre de la politique de formation ;
- l'accompagnement des agents tout au long de leur carrière.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Les principaux chantiers en cours ou à venir portent sur :
- l'intégration du SIRH interministériel « RenoirH », à horizon 2020 ;
- la poursuite de l'harmonisation avec le ministère de l'agriculture, notamment en matière indemnitaire ;
- l'élaboration d'une politique pro-active en matière d'attractivité ;
- la participation à l'accompagnement au changement dans un établissement en transformation ;
- la qualité de vie au travail dans toutes ses composantes (diversité, prévention des risques psycho-sociaux, etc.) ;
- le renforcement de la qualité des prévisions et du pilotage des effectifs.

Il ou elle participe, en tant que de besoin, à tout groupe de travail organisé en interne ou en en externe à l'établissement et contribue à la politique générale de l'agence.
Il ou elle rend compte à la Direction générale de l'exécution de l'ensemble des missions de la DRH.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : la Direction générale et toutes les directions du siège et régionales, les représentants du personnel et l'ensemble des agents.
En externe : les ministères de tutelle, les partenaires, les fournisseurs et les prestataires.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Maîtrise du statut et des règles de gestion de la fonction publique
- Connaissance de la réglementation afférente à la fonction publique (gestion statutaire et indemnitaire, dialogue social) ;
- Maîtrise des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion ;
- Utilisation des logiciels bureautiques.</td><td>Savoir-faire
- Aptitude à organiser, diriger, animer et informer ;
- Capacité à décider et à négocier ;
- Esprit d'analyse, de méthode et de rigueur ;
- Sens de l'anticipation et réactivité ;
- Sens du dialogue, qualités d'écoute, aptitudes relationnelles, aisance dans l'expression en public.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

Claire VINCENTI, Secrétaire générale
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement – Direction régionale de Guyane

Parc Rébard – Avenue du Général Virgile – 97300 Cayenne

Chef (fe) du service agricole, développement rural et de la pêche

N° du poste : 18616 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale de Guyane assure les missions régaliennes de l'Agence de services et de paiement, notamment dans le domaine agricole, du développement rural et de la pêche, et répond également à plusieurs marchés d'assistance de l'Etat ou des collectivités dans ces domaines.
Objectifs du poste	L'objectif du poste est de piloter le service dans le cadre de l'exécution des différentes missions confiées à la direction régionale de Guyane, dans le champ agricole, du développement rural et de la pêche
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Missions à exercer : - Assurer le traitement et le contrôle des actions du domaine agricole et du développement rural et de la pêche au sein de la direction régionale ; - Contribuer à l'organisation et au bon fonctionnement du service ; - Assurer la mission ADASEA (pré-instruction des dossiers de DJA et suivi des DJA pendant leur période d'engagement). Tâches à exécuter : - Animer et gérer une équipe de 8 agents ; - Elaborer et suivre les procédures administratives de gestion des dispositifs agricoles, de développement rural et de la pêche ; - Assurer le suivi général des opérations de contrôles intégrées à la gestion des actions ; - Engager et liquider les dépenses d'intervention ; - Superviser la réalisation de la mission ADASEA et préparer son transfert ; - Concevoir des études et des bilans statistiques ; - Assurer le relationnel avec les partenaires, voire piloter en leur place.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interlocuteurs internes à l'ASP : Services de la direction, des autres délégations régionales et du Siège

Interlocuteurs externes à l'ASP : Collectivité Territoriale de Guyane, DAAF, Préfecture, Direction de la Mer, Collectivités locales, Chambre d'agriculture, organismes et syndicats agricoles, bénéficiaires…</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées ;
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement professionnel ;
- Disposer d'une expérience en matière de développement rural.</td><td>- Maîtriser les outils informatiques spécifiques ;
- Maîtrise des techniques de communication écrites et orale ;
- Aptitudes rédactionnelles ;
- Aptitude à diriger et gérer une équipe ;
- Capacité à négocier, à dialoguer et à communiquer ;
- Avoir une expérience en montage et animation de projet ;
- Avoir l'esprit d'initiative, d'analyse et de synthèse.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

Daniel LABORDE, Directeur Régional
- Tél. 05.94.28.28.91 - courriel : daniel.laborde@asp-public.fr
Jean-Marc LIMIER : Directeur régional adjoint de Guyane
- Tél. 05.94.28.28.90 courriel : jean-marc.limier@asp-public.fr
Gérald RINGENBACH : responsable administratif et financier -
Tél 05.94.28.28.95 – courriel : guyane-dr-raf@asp-public.fr
Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
- Tél. 05 55 12 87 - courriel : carole.beyssac@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 janvier 2019.</td></tr>
</table>

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un agent en CDI ou en détachement sur contrat.

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission pêches maritimes professionnelles et récréatives (h/f)**
Affectation :	Direction Parcs naturels marins, parcs nationaux et Territoires - Parc naturel marin du golfe du Lion
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service Ingénierie
Résidence administrative :	Argelès-sur-Mer (66)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le Parc naturel marin du golfe du Lion, créé par décret 2011-1269 du 11 octobre 2011, est un espace classé de plus de 4 000 km² d'espace marin méditerranéen, au large des côtes des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, d'Argelès-sur-Mer à Leucate. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel et culturel marin, des usages, à l'évolution qualitative de l'environnement marin et au développement durable des activités maritimes.
L'équipe du Parc est organisée avec une direction et deux services : le service « Ingénierie » et le service « Opérations ». Le service « ingénierie » est chargé de mettre en place en place les mesures de gestion prévues dans le plan de gestion, de préparer les dossiers relatifs aux avis des conseils de gestion, de préparer et de réaliser les plans d'action annuels. Il conduit ces actions en liaison étroite avec le service « Opérations ».

Description du poste :

Mission :
- Promouvoir et mettre en œuvre une stratégie et une démarche opérationnelle de caractérisation, de gestion des ressources halieutiques et des pratiques pour développer des activités de pêches professionnelles et récréatives durables en lien avec les finalités du plan de gestion du Parc ;
- Développer et animer le réseau d'acteurs impliqués dans la thématique avec une mise en œuvre d'actions de sensibilisation ou d'éducation ;
- Constituer et déployer le référentiel d'indicateurs du tableau de bord du plan de gestion du Parc ;
- Proposer, construire, réaliser, valoriser et rendre compte des projets et actions à mettre en œuvre ou déployés, en priorité vers les membres du conseil de gestion, les acteurs du Parc et transfrontaliers, et dans un contexte régional et national.

Activités principales :

- Assurer le déploiement de projets relatifs à la gestion des ressources halieutiques dans un contexte local et transfrontalier concurrentiel, imbriqué et juridiquement complexe ;

- Garantir la bonne adéquation des projets à déployer entre enjeux socio-économiques du territoire et protection des ressources halieutiques - Elaborer les cahiers des charges et conduire à terme les procédures administratives relatives aux appels à projets, conventions et marchés publics nécessaires à la réalisation de ses projets (CCTP, analyse des offres, projet de convention, PV de service fait) ;

- Etablir/coordonner des notes à destination du Conseil de gestion/bureau dans le cadre d'avis ;

- Garantir la bonne appropriation des enjeux de gestion des ressources halieutiques par la production d'avis auprès du conseil de gestion et l'organisation de projets fédérateurs ;

- S'assurer de la complémentarité et de l'optimisation des dispositifs Echelle Parc / Echelle Sous-région marine (DCSMM) / Echelles Nationale-européenne (Natura 2000 & FEAMP) ;

- Accroître le niveau de connaissances des usages, de l'état des ressources et de l'efficacité des mesures de gestion en mobilisant les partenaires scientifiques et les acteurs de la pêche, en particulier via un groupe de travail dédié à la pêche ;

- Participer à la reconnaissance du Parc par les acteurs locaux ;

- Conduire et animer des réunions, y compris dans des contextes difficiles, sur des formats et niveaux multiples ;

- Assurer une gestion transversale des thématiques du Parc en coordination en interne et à l'externe, en particulier dans le cadre AFB du réseau thématique Pêche et Aquaculture ;

- Participer à la gestion des productions en amont et en aval liées à l'organisation et aux décisions du conseil de gestion / bureau des réunions (PV, délibérations, sécurisation juridique,…) ;

- Accompagner le projet partenarial monté avec le WWF sur les petits métiers.

Relations liées au poste

Relations internes :
- PNM du golfe du Lion,
- Direction Parcs naturels marins,
- Parcs nationaux et Territoires : Département Aires protégées,
- Direction Appui aux Politiques Publiques : Département Milieu Marin, équipe du projet LIFE MarHa, Direction recherche, expertise et du développement des compétences.

Relations externes :
- Organismes institutionnels des pêches et cultures maritimes (Comités, Prud'homie,…) ;
- Services instructeurs déconcentrés de l'Etat ;
- Collectivités territoriales ;
- Organismes associatifs relatif à la pêche professionnelle, pêche récréative et d'éducation à l'environnement ;
- Etablissements et ONG, de recherches, d'expertise et d'études dans les domaines halieutiques, juridiques, statistiques, de sciences humaines et sociales et d'ingénierie territoriale ;
- Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées, y compris au niveau du bassin méditerranéen.

Profil recherché

De niveau Bac + 5 et justifiant de 3 ans d'expérience dans le domaine halieutique et/ou de la gestion des aires marines protégées en lien avec la thématique pêche.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances affirmées dans le domaine halieutique et de la gestion des pêches maritimes ;
- Connaissance affirmée de l'environnement institutionnel et réglementaire de la pêche au niveau européen, français, si possible méditerranéen ;
- Connaissance des outils de gestion de données, de suivis et d'évaluation existants ou en cours de développement ;
- Connaissance des dispositifs financiers européens et français de valorisation et d'accompagnement pour une pêche et des activités durables ;
- Connaissance des cadres méthodologiques d'études de la pêche et de son environnement ;
- Connaissance dans la gestion des aires marines protégées ;
- Connaissance de l'anglais professionnel et si possible, espagnol.

Savoir-faire opérationnel :
- Concevoir, développer et piloter des projets ;
- Concevoir, tester, développer et gérer des protocoles et indicateurs de suivi d'efficacité (tableau de bord) ;
- Développer une démarche programmatique et adaptative des actions de gestion ;
- Concevoir et animer des réunions ;
- Encadrer et former ;
- Effectuer des embarquements sur les bateaux de l'agence, de partenaires institutionnels ou de pêcheurs professionnels ou de loisirs.

Savoir-être professionnel :
- Sens de la pédagogie et du dialogue ;
- Sens de l'approche réflexive ;
- Capacité rédactionnelle et de communication ;
- Capacité de gestion administrative et budgétaire ;
- Persévérance ;
- Sens du travail en équipe ;
- Autonomie, rigueur et sens de l'organisation.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **PNMGL/PECHES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr et à parcmarin.golfe-lion@afbiodiversite.fr .

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31/12/2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission espèces, habitats et écosystèmes marins (h/f)**
Affectation :	Direction Parcs naturels marins, Parc nationaux et Territoires/ Parc Naturel Marin du Golfe du Lion
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service « Ingénierie »
Résidence administrative :	Argelès-sur-Mer (66)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le Parc naturel marin du golfe du Lion, créé par décret 2011-1269 du 11 octobre 2011, est un espace classé de plus de 4 000 km² d'espace marin méditerranéen, au large des côtes des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, d'Argelès-sur-Mer à Leucate. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la connaissance du patrimoine naturel et culturel marin, des usages, à l'évolution qualitative de l'environnement marin et au développement durable des activités maritimes.

L'équipe du Parc est organisée avec une direction et deux services : le service « Ingénierie » et le service « Opérations ». Le service « ingénierie » est chargé de mettre en place en place les mesures de gestion prévues dans le plan de gestion, de préparer les dossiers relatifs aux avis des conseils de gestion, de préparer et de réaliser les plans d'action annuels. Il conduit ces actions en liaison étroite avec le service « Opérations ».

Description du poste :

Mission :
- Promouvoir et mettre en œuvre une stratégie et une démarche opérationnelles de caractérisation, de maintien et de restauration de l'état de conservation des espèces et habitats marins, côtiers, larges, pélagiques et profonds et du fonctionnement des écosystèmes en lien avec les finalités du plan de gestion du Parc ;
- Développer et animer le réseau d'acteurs impliqués dans la thématique avec une mise en œuvre d'actions de sensibilisation ou d'éducation ;
- Constituer et déployer le référentiel d'indicateurs du tableau de bord du plan de gestion du Parc ;
- Valoriser et rendre compte des projets et actions à mettre en œuvre ou déployés, en priorité vers les membres du conseil de gestion, les acteurs du Parc et transfrontaliers, et dans un contexte régional et national.

Activités principales :

- Assurer le déploiement de projets et de protocoles de suivis, d'études et d'aides à la décision relatifs au maintien et la restauration dans un état de conservation favorable des habitats et espèces marines, dans un contexte multi-échelles et hydrodynamique complexe et connecté (Réserve naturelle, côte catalane, étangs/grau/mer, golfe du Lion, canyons profonds ;
- Préparer le plan de travail et superviser la mission du/de la chargé.e de mission LIFE Marha ;
- Proposer des dispositifs concrets de réduction des différentes formes de pression-impacts ;
- Favoriser une appropriation des diagnostics et des solutions par les acteurs usagers de la mer ;
- Accroître le niveau de connaissances et de sensibilisation des usagers et intervenants publics sur l'état des espèces et habitats marins dans toutes ses composantes ;
- Elaborer les cahiers des charges et conduire à terme les procédures administratives relatives aux appels à projets, conventions et marchés publics nécessaires à la réalisation de ses projets (CCTP, analyse des offres, projet de convention, PV de service fait) ;
- Etablir/coordonner des notes et mobiliser l'expertise à destination du Conseil de gestion/bureau dans le cadre d'avis ;
- Participer à la gestion des productions amont et aval liées à l'organisation des réunions du conseil de gestion / bureau et l'animation de groupes de travail thématiques ;
- S'assurer de la complémentarité et de l'optimisation des dispositifs Echelle parc / Echelle Sous-région marine nationale-européenne (Natura 2000, DCSMM), Conventions de Barcelone ou de Bonn (CMS, ACCOBAMS), y compris dans les opérations de rapportage ;
- Co-piloter la gestion d'un site Natura 2000 mixte au profit de la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire du site et d'une gouvernance ad hoc ;
- Etablir et entretenir un réseau de scientifiques de proximité et à l'échelle transfrontalière et nationale ;
- Participer à la reconnaissance du parc par les acteurs locaux et partager les démarches parc aux échelles méditerranéenne et nationale, en particulier dans le cadre du Life MarHa et avec l'agent recruté à cet effet ;
- Conduire et animer des réunions, en particulier pour disposer à terme d'un cadre de protection renforcée au sein du périmètre du Parc ;
- Assurer une gestion transversale des thématiques en coordination en interne et à l'externe, en particulier dans le cadre des réseaux thématiques AFB en lien avec les espèces et habitats marins ;
- Participer à la promotion d'outils collectifs de pilotage de projets.

Relations liées au poste

Relations internes :
- PNM du golfe du Lion, Direction Parcs naturels marins, Parcs nationaux et Territoires : Département Aires protégées ;
- Équipe du projet LIFE MarHa ;
- Direction Appui aux Politiques Publiques/Département Milieu Marin ;
- Direction recherche, expertise et du développement des compétences.

Relations externes :
- Services instructeurs déconcentrés de l'Etat ;
- Ministère de la transition écologique et solidaire ;
- Etablissements de recherches, d'expertise, d'études, de gestion de l'environnement marin, espèces et habitats ;

- ONG environnementales et d'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- Collectivités territoriales ;
- Responsables d'activités nautiques et maritimes et usagers ;
- Agence de l'eau RMC ;
- Bureaux d'études techniques ;
- Réseau de gestionnaires d'aires marines protégées, y compris au niveau du bassin méditerranéen.

Profil recherché

De niveau Bac + 5 et justifiant de 3 ans d'expérience dans le domaine de l'étude et la conservation du patrimoine naturel marin et de la gestion des aires marines protégées.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissances dans le domaine de la biologie et l'écologie marine, notamment méditerranéenne ;
- Connaissances des politiques publiques environnementales et les cadres réglementaires national, européen et international (législation française, transcriptions Natura 2000, DCSMM, conventions internationales) ;
- Connaissances des usages maritimes et des acteurs gestionnaires ;
- Connaissances des réseaux scientifiques et associatifs d'études, de suivi et d'éducation à l'environnement ;
- Connaissances des outils de gestion de données, de suivis et d'évaluation existants ou en cours de développement ;
- Connaissances de l'anglais professionnel, espagnol si possible.

Savoir-faire opérationnel :
- Concevoir, développer et piloter des projets ;
- Concevoir, tester, développer et gérer des protocoles et indicateurs de suivi d'efficacité (tableau de bord) ;
- Développer une démarche programmatique et adaptative des actions de gestion ;
- Concevoir et animer des réunions ;
- Savoir encadrer et former.

Les plus :
- Réaliser des plongées en scaphandre autonome dans un cadre professionnel (Certificat d'aptitude à l'hyperbarie) ;
- Effectuer des embarquements sur les bateaux de l'agence ou de partenaires institutionnels.

Savoir-être professionnel :
- Capacité rédactionnelle et de communication ;
- Capacité de gestion administrative et budgétaire ;
- Sens de la pédagogie et du dialogue ;
- Persévérance ;
- Sens du travail en équipe ;
- Autonomie, sens de l'organisation et rigueur.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **PNMGL/HABITATS/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 07 janvier 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

POSTE SUSCEPTIBLE D'ETRE VACANT

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission partenariats et marchés (h/f)**
Affectation :	Direction Recherche, Expertise et développement des Compétences (DREC)/Mission Partenariats, Programmation et Assistance
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de la mission partenariats, programmation et assistance
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Le titulaire contribue, auprès de la chef de mission, à la conception et la mise en œuvre des relations partenariales de la Direction de la Recherche, Expertise et développement des Compétences (DREC) dans le cadre de la stratégie de l'AFB. Il est chargé d'installer certains partenariats et d'en animer le déroulement et la mise en œuvre au travers notamment de financements.

Il est également chargé de concevoir et suivre l'application des marchés publics initiés et/ou mobilisés par la DREC.

Il assure aussi le suivi de l'exécution budgétaire de la direction et son reporting.

Il assure l'intérim du chef de mission en tant que de besoin.

Activités principales :

• Contribuer à l'élaboration et la conduite de certaines relations partenariales de la DREC, gérer les documents de programmation associés ;

• Préparer le cas échéant les réunions des instances de suivi de ces partenariats, et rédiger et diffuser les comptes rendus de ces réunions ;

• Contribuer à la préparation des appels à projets de la DREC ;

• Préparer les rapports aux instances de l'AFB (CDI, CA) en lien avec ces partenariats ;

• Mettre en œuvre les financements de ces partenariats (contrats publics …) et suivre les éléments budgétaires en lien avec ces partenariats ;

• Contribuer à la préparation des marchés publics de l'activité de la DREC, leur déroulement et leur clôture ;

• Suivre l'exécution budgétaire (consommation de crédits et exécution financière des contrats financiers, recettes) de la DREC ;

• Préparer les reporting réguliers de l'exécution budgétaire de la DREC ;

• Contribuer aux réponses des différents services de l'AFB relatives aux contrats, budget.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Travail en cellule inter-directions dans le cadre du suivi des partenariats ;
- Relations étroite avec les chargé(e)s de mission de la DREC ;
- Assistant(e)s de direction de la DREC ;
- Agents des départements support (en particulier Dépt. Finances, achats, logistique).

Relations externes :
- Partenaires ;
- Autres partenaires de l'établissement ;
- Ministère chargé de l'environnement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des marchés publics ;
- Connaissance des contrats publics ;
- Bonne connaissance dans le domaine de la gestion administrative et/ou financière ;
- Connaissances en comptabilité publique.

Savoir-faire opérationnel :
- Organiser son travail et hiérarchiser les priorités ;
- Rendre compte ;
- Tenir les délais ;
- Maîtriser les logiciels Word et Excel et pratiquer des outils collaboratifs.

Savoir-être professionnel :
- Rigoureux, réactif, organisé ;
- Sens du travail en équipe ;
- Méthodique ;
- Excellent sens relationnel ;
- Esprit d'initiative ;
- Bonne maitrise rédactionnelle (orthographe, grammaire, etc.).

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DREC/MARCHES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 janvier 2019

OFFRE d'EMPLOI n°18-114-DRE

06/12/18

L'Unité avifaune migratrice de
la Direction de la recherche et de l'expertise de
l'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Nantes (44)

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

RECRUTE

Ingénieur(e) Spécialiste « Avifaune Exotique Envahissante » - CDD (F/H)

L'équipe « Anatidés » de l'Unité avifaune migratrice (UAM) étudie l'évolution des variations d'abondance des populations, l'estimation des traits d'histoire de vie sous-tendant ces variations et l'évaluation de l'impact des facteurs environnementaux et anthropiques sur ces traits. Elle contribue également aux programmes sur les espèces d'oiseaux exotiques envahissantes, en coordination avec le chargé de mission national « Espèces Exotiques Envahissantes » de la Direction de la Recherche et de l'Expertise de l'ONCFS.

Sous l'autorité du chef de projet « Anatidés », l'Ingénieur(e) spécialiste met en œuvre les projets de l'établissement relatifs aux espèces d'oiseaux d'eau exotiques envahissantes, en particulier l'Erismature rousse dont il sera le coordinateur technique et scientifique du programme Life d'éradication jusqu'en 2023.

L'Ingénieur(e) porte également les programmes de suivi et de lutte contre la Bernache du Canada, l'Ouette d'Egypte et l'Ibis sacré. L'Ingénieur(e) participe à la collecte et l'analyse des données démographiques concernant ces espèces, joue le rôle d'expert et de formateur sur ces thématiques pour l'établissement.

L'Ingénieur(e) spécialiste participe aussi aux programmes de l'établissement sur les anatidés, en particulier le fuligule milouin.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er février 2019 - Catégorie A – Temps plein
A pourvoir en contrat à durée déterminée de 2 ans.

Profil recherché

Un diplôme de niveau I (Bac +5) et des connaissances en écologie appliquée, gestion de bases de données et analyses de données sont attendus.
Une expérience de la conduite de projets (suivis technique et administratif) est particulièrement recherchée.
Une expérience avec un organisme d'études et recherche appliquée serait un plus, la connaissance de l'outil LIFE européen aussi.
Solides connaissances scientifiques en biologie de la conservation (en particulier les EEE) et en dynamique des populations.
Connaissance du monde de la chasse, en France et si possible à l'étranger.
Aptitude à manager une équipe pluridisciplinaire.
Très bonnes capacités de communication (fortement attendues dans le cadre du programme Life.
Maîtrise de la gestion des bases de données et des outils statistiques usuels.
Bonne maîtrise orale et écrite de l'anglais.
Capacités de rédaction (synthèse, articles scientifiques et de vulgarisation), de diffusion des travaux dans des colloques internationaux et de transmission des connaissances dans un langage adapté aux différents publics.
Aptitude à travailler en équipe et en réseau, y compris avec des publics mixtes de scientifiques et de décideurs, parfois à distance.
Curiosité scientifique de manière à se tenir au courant et se former aux techniques d'analyses en constante évolution.
Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue.
Rigueur intellectuelle, pratique des règles déontologiques de la communauté scientifique, discrétion (gestion dossiers sensibles).

Conditions particulières

Déplacements fréquents (France entière), y compris à l'étranger.
Rôle d'interface entre scientifiques, gestionnaires et décideurs.

Activités principales

Assurer la coordination du projet Life « Oxyura contre Oxyura ».
Mettre en œuvre la politique de l'établissement relative aux espèces d'oiseaux d'eau exotiques envahissantes.
Encadrer une équipe de 4 opérateurs de terrain et une assistante administrative (Life Oxyura contre Oxyura), en coordination étroite avec le chargé de mission national « EEE » et les autres ingénieurs de l'Unité Avifaune Migratrice.
Assurer l'expertise et l'évaluation scientifique.
Assurer les activités de formation.
Valoriser des études et recherches.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Monsieur Matthieu GUILLEMAIN, Responsable de l'Unité Avifaune Migratrice, par téléphone au 04.90.97.28.79 ou par courriel à matthieu.guillemain@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 28 décembre 2018, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnée des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-113-DR BFC

06/12/18

La Délégation régionale Bourgogne Franche-Comté de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Dijon (21)

RECRUTE

Chargé(e) de mission « rédaction PNA lynx » - CDD (F/H)

La Délégation régionale Bourgogne Franche-Comté (DR BFC) comprend 7 services départementaux dont 1 service interdépartemental, une cellule technique constituée de deux ingénieurs experts et une cellule administrative placés sous l'autorité du Délégué régional et de son adjoint.

Ce poste est à pourvoir dans le cadre de la mise en place du Plan National d'Actions (PNA) Lynx dont la coordination et l'animation ont été confiées à la DREAL BFC et la rédaction à l'ONCFS.

Le(la) Chargé(e) de mission « rédaction du PNA lynx » participe et/ou anime les réunions relatives au PNA et rédige ce dernier.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir en CDD à compter du 1er janvier 2019 - Catégorie A – Temps plein

A pourvoir en contrat à durée déterminée du 1er janvier 2019 au 30 décembre 2019

Profil recherché

Un diplôme de niveau I (type Master, Bac+5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement est attendu.
Une expérience de travaux conduits sur l'espèce lynx est souhaitée.
Connaissances approfondies sur l'écologie du lynx et sur les méthodes d'étude et de suivi de l'espèce.
Solides connaissances de l'espèce et des enjeux liés à celle-ci.
Connaissance des politiques publiques et des acteurs nationaux, régionaux et locaux (agriculture, environnement, cynégétique…) concernés par l'espèce.
Connaissance des règles déontologiques et procédurales encadrant l'activité de l'ONCFS.
Techniques de conduite de projet.
Maîtrise de la réglementation relative à la protection de l'environnement national et international.
Maîtrise de l'anglais écrit et oral.
Maitrise des outils informatiques de base et techniques de rédaction.
Capacité à piloter et animer un réseau de travail.
Aptitude à travailler avec des équipes scientifiques et techniques.
Capacité à travailler en autonomie et à rendre compte.
Forte capacité de synthèse et qualités rédactionnelles.
Qualités relationnelles, ouverture d'esprit, grand sens de l'écoute, du dialogue et sens de la pédagogie.
Organisation, rigueur, méthode, diplomatie, discernement et neutralité.

Conditions particulières

Déplacements fréquents, éventuellement à l'étranger.
Permis B indispensable – Mise à disposition d'un véhicule de service pour les déplacements professionnels.
Indemnisation des frais de déplacements.

Activités principales

Rédiger le Plan National d'Actions Lynx : rédiger le PNA en faveur du lynx, en s'appuyant entre autres sur les réflexions et travaux scientifiques initiés par les différents partenaires.

Participer et/ou animer des réunions relatives au PNA : participer à toutes les réunions (Comité de pilotage / Comités régionaux / Groupes de travail thématiques interrégionaux) • Rédiger les comptes rendus de réunions • Restituer les travaux des groupes thématiques (notes, tableaux, présentation power point, …).

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Antoine DERIEUX, Délégué régional Bourgogne Franche-Comté, par téléphone au 03.80.29.42.50 ou par courriel à antoine.derieux@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 17 décembre 2018, -** terme de rigueur - , par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-112-DIR CVL

06/12/18

La Délégation Interrégionale Centre Val de Loire – Ile de France de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Orléans (45)

RECRUTE

Assistant(e) du Délégué interrégional (F/H)

Placé(e) sous l'autorité du délégué interrégional et de son adjoint, et en collaboration permanente avec son homologue de la cellule administrative, l'Assistant(e) appuie ces derniers dans la gestion des dossiers administratifs gérés au niveau interrégional concernant les domaines d'activités suivants : le secrétariat, les ressources humaines, le fonctionnement des services départementaux (appui au contrôle), le budget et la logistique ;

L'Assistant(e) apporte une expertise administrative en appui aux décisions du délégué et assure des missions de contrôle de gestion au niveau interrégional ;

L'assistant(e) est l'interlocuteur des directions opérationnelles et assure l'interface avec les services départementaux (SD) pour les missions relevant de sa compétence ;

Nature de l'emploi

Poste, susceptible d'être vacant, à pourvoir à compter du 1er mars 2019 - Catégorie B – Temps plein

A pourvoir par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement – Temps plein

Profil recherché

Un diplôme de niveau III (BAC +2) est attendu pour être rémunéré sur la grille d'emploi de catégorie B.
Une formation en gestion administrative, assistanat de direction ou en ressources humaines serait appréciée.
Une expérience professionnelle dans un poste similaire dans la sphère publique est souhaitée.
Bonne connaissance de la gestion budgétaire et comptable publique, des ressources humaines et de la commande publique.
Connaissances du droit administratif.
Maîtrise des règles d'orthographe, de syntaxe et de grammaire.
Maîtrise des outils bureautiques et outils informatiques dédiés (Progiciel de gestion intégrée (PGI), logiciel de gestion des absences et congés (GEACO), progiciel de gestion des procès-verbaux (CRPV), Qlikview, …
Aptitude à travailler en équipe, à être force de proposition et à anticiper les problèmes.
Capacité à prendre des initiatives, à rendre compte et à gérer les priorités.
Qualités rédactionnelles et capacité à prendre des notes en vue de la rédaction de comptes rendus de réunions d'encadrement.
Qualités relationnelles, ouverture d'esprit, sens de l'écoute, du dialogue et esprit de synthèse.
Organisation, rigueur, méthode, réactivité et autonomie.

Conditions particulières

Poste administratif nécessitant des déplacements régionaux sur les différentes implantations de la Délégation interrégionale (DIR) et des déplacements nationaux dans le cadre de formations ou pour participer à des groupes de travail initiés par les directions fonctionnelles.

Activités principales

Assurer le secrétariat classique du délégué interrégional et de son adjoint et assurer le suivi des implantations de la DIR.

Gérer les dossiers relatifs à la logistique et aux achats de matériels et d'équipements : Rechercher, mettre en concurrence et sélectionner les fournisseurs en tant que référent achat • Centraliser les demandes • Elaborer les bons de commandes • Répartir les achats entre les SD • Tenir à jour les inventaires • Suivre le parc automobile de la DIR et assurer la gestion du parc de téléphonie.

Apporter un appui sur la gestion budgétaire de la DIR : gérer et optimiser les crédits alloués • Chiffrer les commandes d'équipements • Suivre les conventions financières et la comptabilité des ressources affectées.

Apporter assistance, appui administratif et conseil aux services départementaux : centraliser leurs demandes et préparer les réponses • rédiger divers documents (fiches, notes, tableaux, …) • Animer le réseau de secrétaires administratifs des SD de la DIR.

Gérer les dossiers en matière de ressources humaines : Tenue informatique des dossiers du personnel et du fichier RH de la DIR • Assurer les suivis des décisions/arrêtés en lien avec les SD et les entretiens d'évaluations et les formations continues.

Gérer la messagerie institutionnelle de la DIR • Gérer et mettre à jour le site internet de la DIR en lien avec la direction de la communication.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Jean-Noël RIEFFEL, Délégué interrégional Centre Val de Loire – Ile de France, par téléphone au 02.38.71.95 57 ou par courriel à jean-noel.rieffel@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 7 janvier 2019, -** terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Pour une demande de mutation interne, joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission :

« Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

(mise à disposition) Catégorie A Vacant

Classement parcours professionnel : 2 Début de mission estimée : 1er avril 2019

Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (par exemple les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAA ; - La sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ;
- Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique).
Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur :
- Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ;
- Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ;
- Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc.
Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe :
- Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ;
- Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ;
- Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc.

Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- pratique de l'espagnol bienvenue ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 31 janvier 2019</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Sabine DIDIERLAURENT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : sabine.didierlaurent@fvi-atf.org</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission :

« Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires

et appui à l'ENSV, centre collaborateur de l'OIE »

(mise à disposition) Catégorie A Vacant

Classement parcours professionnel : 2 Début de mission estimée : 1er avril 2019

Affectation géographique : Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad). FVI est également en partenariat spécifique avec l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV), Ecole interne de VetAgro Sup (membre de FVI), Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la santé Animale (OIE) pour la formation des vétérinaires officiels. Le directeur de l'ENSV est également directeur de FVI, le vivier d'experts est partagé sur des thématiques d'expertise semblables.
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste partage son temps de travail, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de FVI, entre deux types d'activités : **1/ Projets d'expertise :** dans le champ de compétence qui lui est confié, il est chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (par exemple les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois. **2/ Plate-forme de formation OIE :** il est également chargé d'apporter un appui à l'ENSV, centre collaborateur de l'OIE, dans la construction de modules de formation à distance, complétés par des séminaires régionaux, en présentiel, destinés à partager des savoir-faire professionnels. Ces modules sont développés dans le cadre d'une plateforme de formation à laquelle collaborent d'autres centres collaborateurs de l'OIE et dont le secrétariat est assuré

	à l'ENSV. Le public de cette plate-forme est constitué par les vétérinaires officiels des 182 pays membres de l'OIE, ayant le rôle de point focal national pour une thématique professionnelle (notifications maladies animales, produits à usage vétérinaire, bien-être animal, faune sauvage, animaux aquatiques, etc.).
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	**Pour l'aspect « projets d'expertise », la responsabilité du titulaire concerne :** - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAA ; - La sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ; - Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique). Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur : - Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ; - Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ; - Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc. Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe : - Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ; - Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ; - Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc. **Pour l'aspect « mission d'appui à l'ENSV pour la formation des points focaux nationaux »,** il travaille en étroite relation avec la direction de l'ENSV et ses services de formation qui élaborent les produits de formation et en assurent la diffusion. Il travaille également en étroite relation avec le secrétariat de la plate-forme de formation OIE. Il participe à l'identification des méthodes de formation et à la construction des outils de formation à distance, avec leur complément en séminaire en présentiel. Il participe à l'animation du réseau de contributeurs pour l'élaboration des modules et est associé à la dynamique d'organisation de séminaires en présentiel. Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).
	SAVOIRS | ***SAVOIR-FAIRE***

COMPETENCES LIEES AU POSTE	- maîtrise de l'anglais nécessaire ; - pratique de l'espagnol bienvenue ; - capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.	- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ; - capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ; - expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ; - souhaité : expérience de coopération internationale
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 31 janvier 2019	
CONTACTS	**Olivier FAUGERE**, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile. Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org **Sabine DIDIERLAURENT**, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : sabine.didierlaurent@fvi-atf.org	
Pour en savoir plus	http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr	

Parc national des Calanques

Appel à candidature
Chargé (e) mission en police judiciaire - contrôles terre mer

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public créé en avril 2012, placé sous la tutelle du Ministère de la transition écologique et solidaire. Il est en phase de développement et de construction. Le (la) titulaire du poste prendra donc part, au sein de l'équipe en place, à l'expérience enrichissante de contribuer au fonctionnement d'un établissement récent.
Le Parc national des Calanques est chargé de missions de protection des patrimoines naturels, culturels, paysagers, et d'accueil du public, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9 000 ha et un cœur marin de 45 000 ha. Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'une grande métropole européenne, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour concilier la préservation des patrimoines et la coexistence de multiples activités humaines.

Conditions d'accès au poste

Poste de catégorie A ou B, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.
Poste à temps complet.

Profil recherché

5 à 10 ans d'expérience professionnelle confirmée sur des postes comportant des missions de police judiciaire.
Inspecteur (trice) de l'environnement commissionné (e) et assermenté (e).
Agent astreint au port d'équipement de défense dont certains relèvent de la catégorie des armes.

Positionnement du poste

L'action de police de l'environnement est une des missions piliers de l'Etablissement public du Parc national concourant à la préservation et à la gestion des patrimoines. Elle s'exerce sous l'autorité hiérarchique du directeur de l'Etablissement qui fixe les lignes, forces et orientations prioritaires de cette mission. Elle est mise en œuvre en cohérence avec les missions de sensibilisation et d'éducation, de gestion du territoire conduites par l'Etablissement et s'inscrit pour son pendant judiciaire dans le cadre de la politique pénale arrêtée par le Procureur de la république auprès du Tribunal de Grande Instance de Marseille.

Les relations nouées avec le Parquet de Marseille et la collaboration interservices qui est en place sont essentielles pour l'Etablissement. Gage d'efficience, elles permettent en outre un partage de culture et valorisent l'action du Parc national des Calanques en matière de police de l'environnement vis-à-vis des partenaires territoriaux et du grand public.

La Mission « Police de l'environnement » comprend deux agents permanents : le responsable de la mission, membre du comité de direction, et un (e) chargé (e) de mission en police judiciaire - contrôles terre mer. Elle bénéficie d'un appui de personnel à temps partiel en secrétariat.
Le responsable de la mission, placé auprès du directeur, exerce une autorité fonctionnelle sur l'ensemble des personnels chargés de police de l'environnement. Il valide l'ensemble des opérations de police pilotées, est informé de toutes actions répressives menées par les personnels du Parc national. Il assure en outre le pilotage de la police administrative et conduit une démarche de progrès.

Le (la) titulaire du poste est hiérarchiquement rattaché(e) au responsable de la mission « Police de l'environnement».
Le (la) titulaire du poste anime l'ensemble des contrôles de terrain effectués à terre et en mer. Il (elle) pilote l'action des inspecteurs de l'environnement en matière de police judiciaire et est désigné (e) correspondant (e) auprès du Parquet. Il (elle) travaille en lien étroit avec le coordinateur de l'action territoriale et les responsables de secteurs.

Missions principales

Le (la) titulaire du poste est chargé (e) du suivi des procédures judiciaires et de l'animation des contrôles effectués à terre et en mer.
Il (elle) est assermenté (e) et commissionné (e) au titre des articles L.172-1, L.331-18 et 19 du code de l'environnement et reçoit la qualification d'inspecteur de l'environnement.
Il est placé sous l'autorité du Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Marseille dans le cadre de ses fonctions judiciaires.
Il (elle) travaille en lien étroit avec l'autorité judiciaire et assure le cas échéant les constitutions de partie-civile. Une très bonne connaissance des rouages de la chaîne pénale est nécessaire.

Activités principales

Le (la) titulaire du poste sera principalement chargé(e) sous l'autorité du responsable de la mission « Police de l'environnement » de :

- animer la politique de contrôles à terre et en mer
- participer aux opérations de contrôle internes et interservices
- mettre en œuvre les instructions internes à l'Etablissement en matière de police de l'environnement dans leur composante judiciaire
- contribuer au maintien en condition opérationnelle des inspecteurs de l'environnement de l'établissement
- contribuer à la gestion administrative des inspecteurs de l'environnement : formation, assermentation, commissionnement, protection fonctionnelle,
- élaborer un plan et programme de contrôle de l'Etablissement dans sa composante judiciaire
- administrer les différents outils : déploiement généralisé d'OSCEAN
- rapporter aux autorités administratives et judiciaires sur le volet pénal
- assurer le suivi des procédures judiciaires : connaitre les suites pénales, répondre au soit transmis, contestation, demande d'indulgence, transmission des impayés, participation aux audiences
- délivrer conseils juridiques et d'opportunités à la direction et aux équipes techniques et territoriales
- animer les groupes de travail internes sur l'exercice de la police de l'environnement.

Activités spécifiques

Assurer l'intérim du responsable de la mission et la continuité de service dans le domaine de la police de l'environnement.
Suppléer la direction dans la représentation des parcs nationaux sur plusieurs groupes de travail de l'AFB et inter-parcs
Suppléer la direction dans la représentation de l'établissement public dans différentes instances (MISEN, GOC, COLAEN…).

Profil, compétences et connaissances requises

Le (la) titulaire du poste devra disposer d'une solide expérience professionnelle en matière de police judiciaire et d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel.

- Inspecteur de l'environnement commissionné et assermenté souhaité
- Connaissances des institutions pénales et des politiques publiques
- Connaissances en droit public, droit de l'environnement, de l'urbanisme et droit pénal
- Connaissance de la composante administrative de la police de l'environnement
- Compétences en matière de sécurité des contrôles et interventions de police
- Port d'équipement de défense dont certains relèvent de la catégorie des armes
- Connaissance des techniques managériales
- Rigueur, discrétion et sens politique
- Goût pour l'action de terrain Terre et Mer
- Esprit d'initiative et d'organisation
- Capacités de communication
- Sens du travail en équipe
- Maîtrise des logiciels bureautiques et cartographiques
- Intérêt pour les problématiques environnementales indispensable
- Compétences naturalistes appréciées
- Permis B

Localisation du poste

Siège de l'Etablissement public du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée :

Le 1er avril 2019

Modalités de dépôt des candidatures

Indication à préciser : Candidature pour le poste de **Chargé de mission en police judiciaire - contrôles TERRE MER**

Merci d'adresser **pour le 25 janvier 2019 au plus tard**, une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et du dernier arrêté de situation administrative à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141, avenue du Prado
13008 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter :

Domitille Pélissier, Responsable de la Mission Police de l'environnement, par mail : domitille.pelissier@calanques-parcnational.fr ,

ou

Nicolas Chardin, Directeur adjoint par mail nicolas.chardin@calanques-parcnational.fr

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour un entretien, à Marseille, en semaine 7 de 2019.
La non-réception d'une convocation à l'entretien équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront néanmoins une réponse aux termes de la procédure.

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES
Le Parc national de Port-Cros
(siège au Castel Sainte-Claire – 83400 Hyères – Var)

Établissement public national sous tutelle du
ministère de la transition écologique et solidaire.

recrute, par voie d'affectation ou de détachement,
un agent titulaire de catégorie B de l'une des trois fonctions publiques
qui sera chargé des fonctions d'**assistant(e) de direction**

Poste à pourvoir le **1er avril 2019**

PRÉSENTATION DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS

Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n°63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la transition écologique et solidaire.
Il comprend environ 80 agents répartis sur 4 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo sur la commune de Hyères, et Cap Lardier sur la commune de La Croix Valmer) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles qui emploie 18 agents sur 3 sites.

Le Parc national de Port-Cros, premier parc marin français, dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.
La partie terrestre de l'île de Port-Cros et la zone maritime l'entourant jusqu'à une distance de 600 mètres de ses côtes sont classées cœur de parc national par le décret n°63-1235 du 14 décembre 1963 modifié créant le Parc national de Port-Cros. C'est dans ce cadre que le Parc national est gestionnaire du port de l'île (port de commerce).

Une partie terrestre de l'île de Porquerolles et la zone maritime l'entourant jusqu'à une distance de 600 mètres de ses côtes (à l'exception de l'espace portuaire et de son chenal d'accès) sont classées cœur de parc national par le décret n°2009-449 du 22 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national de Port-Cros aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006.

Outre les îles de Port-Cros et de Porquerolles en cœur de parc national (2 950 ha en cœur marin et 1 671 ha en cœur terrestre), son action s'étend également sur des espaces littoraux appartenant au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui lui sont confiés en gestion.
En application de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n°2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est (superficie de l'aire potentielle d'adhésion de 23 000 ha pour 11 communes concernées).
Cinq communes ont adhéré à la charte du Parc national : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix Valmer et Ramatuelle. Cette charte et ses six ambitions rapprochent, dans un même projet d'ensemble à moyen terme, les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.

MISSIONS ET ACTIVITÉS PRINCIPALES DU POSTE

La personne qui sera recrutée sera placée directement sous la responsabilité du directeur et de la directrice-adjointe.

Elle devra :

- faire preuve d'aisance en termes de communication
- savoir gérer les contacts internes et externes
- savoir faire preuve de confidentialité
- être autonome et rigoureuse
- faire preuve de disponibilité en tant que de besoin

Ses principales activités :

- tenue et mise à jour des agendas du directeur et de la directrice-adjointe
- réception et traitement des appels téléphoniques
- préparation des rendez-vous, voyages, séminaires
- préparation et mise en forme du courrier, ainsi que des notes et comptes rendus
- participation à la préparation, à la tenue des réunions et à la rédaction des comptes rendus des comités de direction, du Conseil d'Administration et du bureau du CA, du Conseil Économique Social et Culturel et du Conseil portuaire
- suivi des dépenses courantes de la direction
- classements des documents de travail
- suivi de dossiers particuliers avec le directeur et la directrice-adjointe
- appui ponctuel aux services du siège

PROFIL DU CANDIDAT

Esprit d'initiative, dynamisme
Goût pour le travail en équipe
Très bonne expression écrite
Sens des responsabilités, méthode
Esprit de synthèse et d'organisation
Maîtrise de la bureautique, en particulier traitement de texte et tableur
Une connaissance de l'administration de l'environnement et de ses missions serait un plus

Conditions particulières : Expérience réussie dans des fonctions similaires
Permis B

MODALITÉ DE RECRUTEMENT

Les candidatures présentées sous la forme d'une lettre manuscrite de motivation, accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et du dernier arrêté d'élévation d'échelon, faute de quoi la candidature ne serait pas instruite, devront être adressées **avant le 31 janvier 2019** en précisant « poste assistant(e) de direction » **à :**

M. Le directeur du Parc national de Port-Cros
181 allée du Castel Sainte-Claire
BP 70220
83406 HYERES CEDEX

6, rue Lavoisier 93100 Montreuil

Directeur(trice) adjoint(e)

Catégorie : (indiquer ici A, B ou C ou A/B ou B/C) Catégorie A ou A+ de la fonction publique	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, est la plateforme nationale d'information et d'actions qui s'inscrit dans une dynamique de développement, de promotion et de structuration de l'agriculture biologique française grâce à un partenariat fort entre pouvoirs publics et acteurs professionnels. Composée d'une équipe de 16 ETPt personnes, l'Agence BIO comprend 3 pôles : communication, observatoire et structuration de filières. La forte croissance du secteur de l'agriculture biologique entraîne une mobilisation croissante de l'agence Bio sur ces trois activités.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du Directeur, le (la) directeur(trice) adjoint(e) de l'Agence Bio aura en charge toutes les questions relatives à la gestion des ressources humaines, et des opérations administratives et financières. Le titulaire du poste participera à la coordination et au management des trois pôles (communication, observatoire et structuration des filières). Il coordonnera les missions de sécurisation budgétaire et comptable du GIP. Il sera directement en charge des trois chantiers prioritaires de l'Agence : • le suivi des programmes européens de promotion avec en particulier les enjeux juridiques et financiers de la candidature à des programmes multi-pays ; • la construction d'un nouveau système d'information pour les données de l'agriculture biologique ; • le déploiement des méthodes d'ingénierie financière au service des projets de filières dans le cadre du doublement du fonds Avenir Bio. Il/elle assurera les missions de représentation de l'Agence en tant que de besoin et suppléera le Directeur à sa demande.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le (la) directeur(trice) adjoint(e) est chargé : • de coordonner et de mettre en œuvre le programme de travail des trois pôles ainsi que des activités transverses ; • de gérer les ressources humaines et en particulier de veiller à mettre en œuvre le plan de formation de l'Agence et de contribuer à la qualité et à la formalisation du dialogue social ; • en liaison avec les équipes en place, de coordonner et de superviser la gestion financière de l'établissement, d'établir les budgets prévisionnels et de veiller à la bonne exécution budgétaire ; • de la mise en œuvre administrative des procédures notamment les programmes européens, l'achat public et les subventions du fonds Avenir Bio ; • de la gestion immobilière. Vous rendrez compte directement au Directeur et pourrez le suppléer en tant que de besoin.
Champ relationnel du poste	Partenaires du Conseil d'Administration : APCA, Coop de France, FNAB et Synabio Interprofessions, FCD, INAO, FranceAgriMer, Inra, ITAB Ministères de tutelle : MAA (SG et DGPE), MTES DRAAF, Collectivités territoriales (conseils régionaux), Agences de l'Eau

Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Bonne connaissance de l'agriculture biologique, de ses acteurs professionnels et de ses institutions Connaissance des procédures administratives en particulier les marchés publics, les programmes européens et les règles d'attribution des subventions.	Bonnes capacités managériales Capacités d'analyse et de synthèse Etre force de proposition, d'initiatives et savoir anticiper Etre orienté vers l'action/le résultat Avoir de la force de conviction Très bonne organisation et sens des priorités Animation de réunions Animation de réseaux Gestion de projet
Personnes à contacter	M Florent GUHL *; Directeur* Tel : *01 48 70 48 33* mail : ;– *florent.guhl@agencebio.org*	